



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.13/28

6 février 1987

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

51326

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)

13 - 20 avril 1987

Point 11 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)

23 - 27 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

**CREATION D'UN INSTITUT AFRICAIN POUR LA PREVENTION
DU CRIME ET LE TRAITEMENT DES DELINQUANTS**

* E/ECA/TPCW.8/1.

** E/ECA/CM.13/1.

Historique

1. Le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale a commencé dès 1950 avec le transfert à l'Organisation des Nations Unies des fonctions de la Commission internationale pénale et pénitentiaire. Une des principales responsabilités que les Nations Unies ont dû assumer a été l'organisation tous les cinq ans de congrès sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui devaient constituer, au niveau mondial, une plate-forme adéquate d'échanges de vue et d'expériences dans ce domaine spécifique. Le premier Congrès des Nations Unies s'est tenu à Genève, en 1955; le second à Londres, en 1960; le troisième à Stockholm, en 1965; le quatrième à Kyoto, en 1970; le cinquième à Genève, en 1975; le sixième à Caracas, en 1980, et le septième Congrès à Milan, en 1985.

2. Après le deuxième Congrès, une demande pour l'établissement d'instituts régionaux pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a été adressée aux Nations Unies qui ont relevé ce nouveau défi. En 1961 le premier de ces instituts a été créé pour l'Asie et l'Extrême-Orient (UNAFEI) et a été implanté à Tokyo, Japon. En 1975, le second a été créé pour l'Amérique latine (ILANUD), et implanté à San-José (Costa Rica). Le troisième institut régional a été installé en 1981 à Helsinki, Finlande, pour les pays européens.

Mandats juridiques

3. De nombreuses recommandations et résolutions ont été adoptées demandant la création d'un Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. Dès 1975, le cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a recommandé que "les gouvernements concernés ainsi que les Nations Unies considèrent le rapide établissement de structures régionales de recherche pour la prévention du crime et la promotion d'une justice criminelle en Afrique". Au mois d'août 1978, la réunion préparatoire régionale pour la prévention du crime et le traitement des délinquants pour la région africaine, tenue à Addis-Abeba, a adopté une résolution priant instamment le "Secrétaire général des Nations Unies et l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de prendre toutes les mesures nécessaires pour la création de l'Institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants". Au mois de mai 1979, le Conseil économique et social, par sa résolution 1979/20 sur "la coopération technique pour le contrôle de la prévention du crime", a prié le Secrétaire général des Nations Unies "d'établir un institut pour l'Afrique au sud du Sahara, dans le domaine de la prévention du crime et du traitement des délinquants". En juillet 1979, le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni à Monrovia, a adopté une résolution CM/RES/755 (XXXIII) sur la création d'organisations africaines contre le crime. Cette résolution fut par la suite approuvée par la seizième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement.

4. La Conférence des ministres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a adopté, en avril 1980, la résolution 392 (XV) demandant au Secrétaire exécutif de la CEA, en consultation avec les organisations internationales et régionales appropriées, de prendre toutes les mesures adéquates

en vue de l'établissement d'un institut régional des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants pour l'Afrique au sud du Sahara. La résolution 19 adoptée par le sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants tenu à Caracas du 25 août au 5 septembre 1980, a recommandé que le Secrétaire général "examine favorablement la création en Afrique d'un organisme régional pour les études sur la défense sociale, semblable aux organismes similaires déjà établis dans les autres régions du monde; ... et fournisse les moyens nécessaires, sous la forme d'une assistance financière du Programme des Nations Unies pour le développement, afin d'aider cet organisme, une fois établi, à assumer effectivement ses responsabilités". Par sa résolution 35/171 du 15 décembre 1980, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé cette résolution.

5. Le besoin urgent de créer, comme il se doit, un institut africain pour la défense sociale a été aussi exprimé par les participants à la réunion régionale africaine préparatoire au septième Congrès pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui s'est tenue à Addis-Abeba du 28 novembre au 2 décembre 1983. A cet égard, les participants ont adopté une résolution sur la coopération sous-régionale, régionale et internationale pour la prévention du crime et la justice criminelle, exprimant "leur grande inquiétude pour le retard pris pour la création d'un institut régional africain... et demandant à toutes les organisations et agences concernées par la création de cet institut de prendre les mesures urgentes pour que ce projet se réalise rapidement". Reprenant ce que la réunion régionale préparatoire avait adopté, le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, dans sa résolution 4 a instamment prié le "Secrétaire général des Nations Unies de créer, en toute priorité et en étroite collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine et avec la participation de la CEA, un institut régional africain". La résolution a également demandé au Secrétaire général "d'organiser sur cette question, et aussitôt que possible, une réunion d'experts africains en vue d'examiner le rôle, le fonctionnement, l'organisation et l'administration de l'institut régional". De même, le Plan d'action de Milan adopté à l'unanimité par le septième Congrès, a recommandé à l'Assemblée générale des Nations Unies de faire le nécessaire pour la création immédiate de l'institut africain. Dans sa résolution 40/32, l'Assemblée générale a adopté toutes les résolutions du septième Congrès, y compris la résolution 4 et le Plan d'action de Milan.

Activités de mise en oeuvre

6. Conformément à toutes ces résolutions et compte tenu des effets négatifs de la criminalité sur le développement des pays africains, le Secrétaire général a convoqué à Vienne (Autriche) du 17 au 19 mars 1986 une réunion préparatoire d'experts africains, pour lui faire des recommandations quant aux points qui devraient être examinés par le Groupe d'experts gouvernementaux, tel que requis par le septième Congrès. Les participants à cette réunion préparatoire comprenaient des membres du Comité sur la prévention et le contrôle du crime dans la région africaine, des représentants de l'Organisation de l'unité africaine, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et du Département des affaires économiques et sociales internationales. La réunion préparatoire a formulé un certain nombre de recommandations quant au rôle, aux objectifs, aux fonctions, à la structure et à l'organisation de l'institut, ainsi qu'aux conditions pour en être membre en vue de leur examen par le Groupe d'experts gouvernementaux.

7. La réunion du Groupe d'experts gouvernementaux sur la création d'un institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a eu lieu au Siège des Nations Unies à New York du 10 au 12 septembre 1986. Y ont participé les représentants de 23 Etats membres de la région africaine, ainsi que de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies. La réunion s'est penchée sur les questions suivantes et a adopté à leur sujet les décisions indiquées ci-après :

Objectifs

8. Il a été convenu que les objectifs de l'institut devraient être les suivants :

a) Evaluer l'évolution de la criminalité dans la région et ses incidences sur le développement;

b) Fournir une assistance pour la formulation, dans le contexte d'une planification d'ensemble du développement national, de politiques et programmes pour la prévention du crime et le traitement des délinquants;

c) Aider les gouvernements de la région à formuler une politique commune et à entreprendre une action concertée sur les questions qui les préoccupent en matière de prévention du crime et de lutte contre la délinquance et à échanger des renseignements et des données d'expérience dans ce domaine;

d) Aider à promouvoir des réformes de justice pénale conformes aux normes et aux principes de l'Organisation des Nations Unies en s'inspirant des traditions et des orientations africaines et en tenant compte de l'évolution récente dans ce domaine.

Fonctions

9. Il a été convenu que les fonctions de l'institut devraient être les suivantes :

a) Assurer la mise en oeuvre d'un programme de collecte, d'analyse et de diffusion de données concernant la prévention du crime et la justice pénale;

b) Entreprendre des enquêtes sur la délinquance et la justice pénale, mener des recherches en vue d'aider les Etats membres à planifier la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et élaborer des approches et solutions authentiquement africaines dans ce domaine;

c) Publier et diffuser des renseignements sur les faits nouveaux intéressant la justice pénale, en vue de tenir le personnel africain des services de justice pénale au courant de l'évolution observée;

d) Fournir une assistance technique aux Etats membres africains, sur leur demande, dans le domaine de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance;

e) Assurer un complément de formation en cours d'emploi du personnel de la justice pénale, y compris les dirigeants, les administrateurs, les juges, les procureurs, les avocats, les agents de la police et des services pénitentiaires, les enseignants, les travailleurs sociaux et les chercheurs;

f) Organiser des stages de formation et des séminaires à l'intention du personnel enseignant des établissements de formation dans lesquels sont étudiées les questions qui intéressent la justice pénale de chaque pays intéressé;

g) Rassembler, en les adaptant aux caractéristiques culturelles et sociales de la région, des auxiliaires audiovisuels intéressant la prévention du crime et la justice pénale pour qu'ils servent aux fins de la formation;

h) Animer des actions communes sur des problèmes d'intérêt commun et mener toutes autres activités liées à ses objectifs;

i) Promouvoir la coopération technique et l'échange de connaissances et de données d'expérience entre les pays africains dans le domaine de la prévention du crime et du traitement des délinquants.

Membres de l'institut

10. Le consensus a été que, compte tenu des diverses résolutions invitant à la création de l'institut en étroite collaboration avec l'OUA et avec la participation de la CEA, l'accession à l'institut restera ouverte à tous les Etats membres de l'OUA et de la CEA.

Conseil d'administration de l'institut

11. La réunion a décidé que les membres du Conseil d'administration seront élus pour un mandat de deux à trois ans, les élections se chevauchant de façon à assurer la continuité tant en ce qui concerne la composition que les travaux du Conseil.

Le Conseil se composerait comme suit :

a) Cinq représentants africains des Etats membres, appartenant chacun à un autre des cinq groupes sous-régionaux, en qualité de membres à part entière;

b) Un représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en qualité de membre de droit;

c) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique ou son représentant en qualité de membre de droit;

d) Le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine ou son représentant en qualité de membre de droit;

e) Un représentant du PNUD en qualité de membre de droit;

f) Un représentant du pays hôte en qualité de membre de droit;

g) Des experts invités à titre individuel par le Conseil d'administration à siéger en qualité d'observateurs ou de conseillers.

12. Il a été aussi convenu que seuls les membres du Conseil d'administration auront le droit de vote. Il a de plus été recommandé que l'organe institutionnel adéquat de la CEA sera l'instance qui choisira les membres du Conseil. A ce propos l'attention du Comité technique préparatoire plénier réuni en sa huitième session est attirée sur la nécessité de faire des propositions adéquates sur ce point pour examen par la Conférence des ministres siégeant en sa treizième réunion.

Présidence du Conseil d'administration

13. Il a été convenu que le Président serait élu par les membres votants du Conseil et que son mandat serait d'un an de façon à permettre que les fonctions de président puissent être assumées par roulement par les représentants des diverses sous-régions.

Rapports du Conseil d'administration

14. Il a été décidé que :

a) Le Conseil d'administration rendrait compte au Conseil économique et social par l'entremise du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et ce rapport serait communiqué pour information à la Conférence des ministres africains des affaires sociales;

b) Les vues exprimées par la Conférence des ministres africains des affaires sociales sur le fonctionnement de l'institut africain seraient portées à la connaissance de la Commission économique pour l'Afrique qui ferait rapport à leur sujet au Conseil économique et social en y joignant ses observations, le cas échéant;

c) Le Directeur de l'institut, qui exercerait les fonctions de secrétaire exécutif du Conseil d'administration, assisterait aux réunions de ce dernier à titre consultatif.

Fonctions du Conseil d'administration

15. Les fonctions du Conseil d'administration, qui se réunirait une fois par an, seraient les suivantes :

a) Définir les orientations fondamentales et les principes d'action de l'institut;

b) Elaborer le programme de travail et le budget de l'institut;

c) Donner des directives et prendre des mesures dans le cadre de l'accord portant création de l'institut;

d) Créer, si besoin est, des organes subsidiaires.

16. Le Conseil établirait son propre règlement intérieur.

Secrétariat de l'institut

17. La réunion est convenue que le secrétariat de l'institut serait composé d'un Directeur, qui serait assisté dans l'accomplissement de ses tâches par un personnel permanent et un personnel temporaire. En attendant le choix d'un pays hôte, l'institut commencera à fonctionner au siège de la CEA à Addis-Abeba; le Département des affaires économiques et sociales internationales, la CEA et l'OUA détachant chacun un ou deux membres de leur personnel respectif pour que l'institut commence à fonctionner. En ce qui concerne les facilités d'accueil de l'institut, le Groupe d'experts gouvernementaux a également adopté les critères de sélection du pays hôte et a défini ses responsabilités. A cet égard, une Note verbale conjointe OUA/CEA* a été adressée aux gouvernements de tous les Etats membres en août 1986, les invitant à s'exprimer quant à l'intérêt qu'ils auraient d'accueillir l'institut. La sélection d'un pays hôte à une date rapprochée est de la plus grande importance, car cela facilitera le travail de l'institut et renforcera sa capacité de servir les Etats membres. C'est pourquoi les gouvernements intéressés sont priés d'informer les secrétariats de la CEA et de l'OUA de leur intention aussitôt que possible, et au plus tard le 30 avril 1987.

Financement de l'institut

18. Il a été convenu que les activités de l'institut seront financées principalement à partir des contributions des Etats membres, contributions réparties en appréciation du barème des contributions de l'OUA. Des ressources extra-budgétaires pourraient également être mobilisées à cette fin. Le règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies seront appliqués pour la gestion et le contrôle des finances de l'institut.

19. Après la réunion du Groupe d'experts gouvernementaux, et grâce aux efforts inlassables du Département des affaires économiques et sociales internationales, le Programme des Nations Unies pour le développement a approuvé un don de 250 000 dollars des E.-U. pour couvrir les activités de la phase initiale du projet. En décembre 1986, on peut dire que la mise en oeuvre du projet a été entamée et que, avec la venue à Addis-Abeba d'un membre du personnel du Département des affaires économiques et sociales internationales, en vue d'assister le secrétariat de la CEA à élaborer les activités spécifiques de l'institut pendant la phase initiale, la phase initiale est désormais opérationnelle. Une réunion de travail à laquelle participèrent les représentants du Département des affaires économiques et sociales internationales, de la Commission économique pour l'Afrique, du Programme des Nations Unies pour le développement, et de l'Organisation de l'unité africaine fut tenue au siège de la Commission économique pour l'Afrique

* Les secrétariats de l'OUA et de la CEA ont respectivement adressé une note verbale séparée à celui de leur Etat membre qui n'est pas membre de l'autre organisation.

le 12 décembre 1986, pour passer en revue les activités menées jusque-là en vue de la création de l'"UNAFRI" et pour examiner la meilleure façon d'exécuter les activités prévues pour la période de la phase initiale. La réunion eut aussi à déterminer les tâches à attribuer aux fonctionnaires mis temporairement à la disposition du Centre UNAFRI par le Département des affaires économiques et sociales internationales, la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine, ainsi que convenu antérieurement. Dans ce contexte, le Département des affaires économiques et sociales internationales avait désigné un membre de son personnel pour travailler à temps complet sur les activités préparatoires du projet dès la fin de l'année 1985. Une assistance effective avait aussi été fournie par le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, et l'Institut de recherche des Nations Unies pour la défense sociale. La CEA, de son côté, a nommé un de ses fonctionnaires de la Division du développement social, de l'environnement et des établissements humains, comme responsable par intérim, en attendant le recrutement du directeur. Cependant, comme il a maintenant à assumer la responsabilité de secrétariat provisoire de l'UNAFRI, la CEA rendra disponibles tous les moyens adéquats pour l'exécution normale des activités de l'institut pendant la phase initiale. Le détachement de fonctionnaires au secrétariat provisoire est aussi en cours d'examen par l'OUA. Compte tenu de ce qui précède, la phase initiale de l'UNAFRI est devenue effective.

20. Pendant la période de neuf mois que cette phase couvrira, les activités suivantes sont envisagées :

a) Evaluation des besoins pour la prévention du crime et des ressources des pays de la région;

b) Elaboration des détails du programme de travail à long terme de l'institut;

c) Mise au point d'un programme de formation et de sujets communs à couvrir par deux cours/séminaires pour de hauts fonctionnaires chargés de la justice pénale et de la planification en cette matière ainsi que pour le personnel des services de délinquance juvénile respectivement;

d) Adaptation du "Manuel des Nations Unies pour la collecte de statistiques sur le crime" aux besoins spécifiques de l'Afrique (United Nations Manual for the Collection of Crime Statistics);

e) Lancement d'un projet pilote pour la collecte de statistiques complètes sur le crime;

f) Mise en place au sein de l'institut du cadre des activités d'un centre de documentation et d'information de l'institut;

g) Identification des principales sources d'information sur le crime, sa prévention, la justice criminelle dans le contexte du développement de la région et étude de factibilités pour la création d'un réseau régional d'information sur la prévention du crime et la justice criminelle comme contribution à la constitution d'un réseau mondial dans ce domaine;

h) Identification des sources possibles de financement et d'assistance, existantes dans la région et en dehors de la région, ainsi que d'initiatives de collaboration qui couvriraient des activités susceptibles d'être menées en collaboration avec la Branche pour le crime des Nations Unies et les autres instituts des Nations Unies pour la prévention du crime.